



Fête de l'Humanité : 650000 participants à la Courneuve

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 940

27 septembre 2012

prix : 0,70 €



Le 30 septembre : Ensemble à Paris

Cars au départ de Nantes et St-Nazaire

Traité européen

La bataille pour la souveraineté des peuples ne fait que commencer

2

Entretien



Rentrée, Industrie, STX, avenir Front de Gauche, congrès du PCF : les Nouvelles

Loire-Atlantique ont rencontré Aymeric Seassau, Secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF

3

Fête de L'USR CGT

Des retraités combattifs

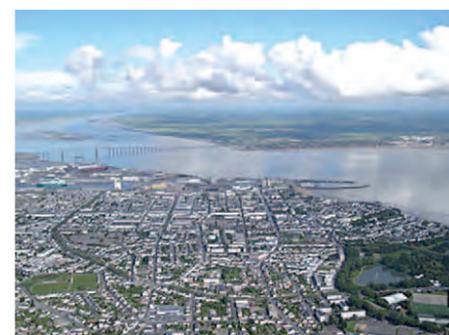
5

Lire

"L'Europe des Peuples nous appelle" de Patrick Le Hyaric

6

Estuaire de la Loire



Rencontre des élus communistes autour du développement économique et industriel de notre giron

7

30 Septembre :

Riposte à l'austérité !

Pour une Europe sociale et démocratique mettons fin au traité MERKOZY

Rendez-vous à Paris le 30 septembre pour obtenir un référendum et riposter à l'austérité ! Des cars partiront de Saint-Nazaire (base sous marine - 7h) et de Nantes (place de la petite Hollande - 8h). Renseignements et Résa. : 02.40.35.03.00.

L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Un autre monde, qui ne se souvient pas de ce morceau de téléphone que l'on a tous fredonné. Quand on est communiste, on se lève tous les matins pour façonner un autre monde. Et, des matins, il y en a des plus noirs que d'autres. Ces matins là (les noirs) on se dit qu'il y a vraiment urgence à construire un autre monde.



Matin noir sur le monde justement. Les hyènes capitalistes font main basse sur les richesses de ce monde et comme dans un dernier mouvement, fatal, dépècent ce qu'il reste des avantages sociaux acquis de hautes luttes. Les intolérances se font plus fortes (sont même banalisées), chacun prenant soin de détester l'autre pour ce qu'il est ou pour ce qu'il ne saurait être arguant du dogme de la race pure, de la religion vraie, de son petit bout de terrain vert. Ce sont les armes qui parlent ou qui menacent de parler, et l'on peut craindre un jeu de domino de la déstabilisation au Moyen-Orient.

Matin noir. Pour autant, rien ne doit nous faire céder, nous, les communistes, les progressistes, rien ne doit nous faire céder, nous, les communistes, les progressistes, rien ne doit nous résigner. Un autre monde est possible

progressistes, rien ne doit nous résigner. Un autre monde est possible.

Je crois, et la dernière période électorale nous l'a montré, que malgré tout, une majorité de nos concitoyens veulent un changement. Le vouloir, ce n'est pas toujours le caractériser mais c'est déjà le vouloir !

Avec le processus de congrès dont nous donnerons le coup d'envoi le 10 octobre prochain dans le département, une des questions à laquelle nous devrions nous atteler (il y en a d'autres bien-sûr) est celle du rayonnement et de l'appropriation de nos idées par une plus large partie de la population. Il y a des souffrances des pré-occupations, nous avons des solutions à apporter.

Dès maintenant, dans trois jours, soyons nombreux à Paris pour dire non à l'austérité, soyons nombreux pour exiger un référendum, nombreux pour que cette question du pacte budgétaire face débat dans la population et pas seulement entre spécialistes autorisés, nombreux pour dire que, nous, le Parti Communiste, le Front de Gauche, nous avons des solutions, que nous ne nous résignons pas.

Tous les matins ne sont pas noirs, ils ne le seront pas, ils ne devront plus l'être.



Enfumage généralisé..!

Pendant que les héritiers de l'UMP nous donnent le spectacle pitoyable de la bataille pour la succession, les intérêts des possédants sont bien gardés. Le MEDEF et les médias dominés par les vendeurs d'armes et de béton, veillent au grain. Que ce soit dans la presse écrite, les radios ou les journaux télévisés le discours à changé de ton, un courant d'optimisme nous a fait passer dans une nouvelle ère.

« tout va beaucoup mieux au royaume de l'union européenne...la crise de l'euro s'éloigne ». La preuve ?...les bonnes nouvelles s'accumulent.

- « La BCE frappe fort pour sauver l'euro ! ». Mario Draghi, formé chez Goldman Sachs a pris la bonne mesure en prônant l'achat illimité des obligations des Etats en péril financier.- « Les marchés poussent un grand ouf de soulagement ! » Cette journée historique a été marquée par une envolée des bourses. La confiance pour les affaires est retrouvée. Un pas décisif vient d'être franchi après des mois d'atermoiement et d'impasse.

- La victoire aux élections néerlandaises des partis libéraux et travaillistes pro-européen constitue une bonne surprise ! C'est un soulagement pour les institutions européennes qui redoutaient le basculement d'un pays fondateur dans le camp des europhobes

- Enfin le jugement de la cour allemande de Karlsruhe a été favorable à l'acceptation du mécanisme européen de stabilité (MES). Tout baigne! Let's go Mario !

Sauf qu'il y a comme un décalage entre ces discours enthousiastes qui voudraient nous convaincre, et le quotidien

des peuples européens. Nous, nous entendons un autre son de cloche que celui de la finance dominante.

- la liste des milliers de licenciements s'allonge de semaine en semaine. Le chômage notamment de la jeunesse ne cesse de s'accroître. « Les deux premières économies de l'U.E, l'Allemagne et la France vont enregistrer deux trimestres successifs dans le rouge. La crise en zone euro se propage au reste du monde. » selon l'OCDE.

- Les hausses chroniques du gaz viennent s'ajouter aux hausses de l'essence, des produits alimentaires, le pouvoir d'achat stagne ou régresse. Et ne parlons pas de l'état de la population grecque ou espagnole, de tous les pays endettés tombés sous la tutelle de la troïka (BCE/FMI et commission) que le traité Merkel-Sarkozy voudrait imposer à toute la zone euro. C'est que, le débat parlementaire sur le traité est à l'ordre du jour et au-delà des effets d'annonce, cette campagne ne tombe pas au hasard. Dès lors quand les citoyens exercent leur regard critique, dans l'action pour exiger un référendum ils découvrent « l'enfumage généralisé » de la désinformation ! Aussi les bonnes nouvelles s'inversent quand on va jusqu'au bout de l'information « BCE: l'achat de dette n'est pas vraiment illimité. De plus il faut accepter la mise sous tutelle des banques... ».

Au-delà du déni de démocratie, il devient de plus en plus difficile de masquer les objectifs et les conséquences des politiques ultra-libérales et fédéralistes.

De vous à moi

Dieu s'en fout, Dieu s'en contrebalance, Dieu n'en a rien à cirer, Dieu est mort, vive Dieu ! Dieu est pratique, Dieu est un outil, Dieu sert à sculpter, à manipuler. Dieu est un saint, un homme en mieux, mieux qu'un homme, mieux qu'une femme, mieux qu'un lévrier. Dieu est en lévitation, en manipulation, en réflexion. Dieu c'est du dur, du haut, du grand, du lourd. Dieu, il n'a pas de poils aux pattes, pas de défauts, pas de verrue, dieu est parfait.

Faut pas toucher à Dieu, s'en moquer ! Faut pas titiller Dieu. Dieu c'est un prétexte pour pas titiller dieu.

Des dieux il y en a deux, trois ou douze, c'est selon. Dieu il a ses armées, ses armées qui se mettent dessus. Chacun défend son Dieu, chacun défend son vide, ça occupe.

Pendent ce temps là, les dieux du marché, de la guerre, sans bruit, sans cris, s'occupent de nous, avec ou sans Dieu !

En bref

Les riches sont cools

Ils sont sympas les riches, toujours prêts à plus de générosité à condition de ne pas bouleverser le système ! A l'invitation de Warren Buffett et Bill Gates onze d'entre eux viennent de donner la moitié de leur fortune à des associations caritatives. Vraiment gentils les riches, Merci ! La générosité ne coûte pas cher si tout continue comme avant : Faire du fric impunément et se montrer vaguement et médiatiquement généreux!

Les républicains géantisés

Qu'il est bon d'écouter la douce voix des libéraux, par exemple celle de Romney qui dans une réunion de soutien (50000 dollars la participation !!!) à déclaré que ses concitoyens : « sont des gens qui dépendent du gouvernement, qui se considèrent comme des victimes, qui croient que le gouvernement doit s'occuper d'eux, qui pensent avoir un droit à la santé, à la nourriture, au logement... » !!! De plus insiste-t-il, pour être élu, il faut être mexicain !!! Ce salaud de peuple, non seulement il réclame tout sur le dos des pauvres riches, mais en plus il est à moitié étranger !

Bonne volonté

Jean-Marc Ayrault, malgré toute la bonne volonté de son gouvernement, ne sais pas si contrairement aux engagements du président, sera en capacité d'inverser la courbe du chômage d'ici un an. Il déclare cependant : « mais je veux tout faire pour y parvenir ». On en attendait pas moins !

Inutile

Ils ont beau faire du bruit chacun de leur côté allant d'inepties en inepties mais force est de constater que tout le monde se contrefiche du duel Copé/Fillon, comme tout le monde a déjà oublié la joute Cambadélis/Désir.

Ca se passe de commentaires



Censure

Alors que toute la presse se fait écho des caricatures de Mahomet parues dans Charlie-Hebdo, chacun y allant de la liberté d'expression ou en appelant à la responsabilité, c'est de Facebook que vient la censure. Le problème pour le réseau social n'est pas la polémique créée autour de ces caricatures mais la nudité du prophète. Et, ce n'est pas une première. Déjà, des pages Facebook avaient été mises à l'index car y était représentés l'origine du monde de Courbet.

Le fait

Le 21 septembre dernier Salah Hamouri était présent dans notre département. Après avoir longuement rencontré les élus régionaux parmi lesquels les élus communistes, Salah est venu expliquer aux nantais les conditions de détention dans les prisons israéliennes. Il existe aujourd'hui près de **4700 prisonniers palestiniens détenus dans des conditions indignes** et sans aucuns droits respectés. Glaçant le témoignage de Salah décrit les tortures, les pressions sur les prisonniers et leur famille (don de terre contre droit de visite...). Les chiffres qu'il donne sont accablants : 123 personnes emprisonnées depuis plus de 25 ans, 400 prisonniers malades, 17 prisonniers avec des cancers, 200 enfants emprisonnés dans les mêmes conditions que les adultes. Salah a également présenté la campagne de parrainage des prisonniers palestiniens. Il s'agit à travers cette campagne de solidarité de s'engager à écrire régulièrement à un prisonnier. Pour plus d'information sur cette action : <http://www.france-palestine.org/+Prisonniers-politiques-+>



En Loire-Atlantique

3

Rentrée, industrie, STX, avenir du Front de Gauche, congrès du PCF : Rencontre avec Aymeric Seassau Secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF



NLA : Après le temps électoral, quel regard portent les communistes sur la rentrée ?

Aymeric Seassau : La situation est très préoccupante, elle est grave. Pour des milliers d'employés, d'ouvriers, de familles populaires, l'actualité est faite de plans sociaux, l'horizon économique est morose et le changement se fait attendre. Le président a

changé mais les puissances d'argent sont toujours à la manœuvre et le nouveau pouvoir renonce actuellement à prendre les mesures de transformation sociale de nature à faire de la France une terre de résistance face à la crise, autant dire que nous attendons beaucoup du débat budgétaire qui s'ouvre.

NLA : C'est un constat dur, comment vous positionnez vous par rapport à la majorité de gauche ?

« Nous sommes des bâtisseurs, nous voulons la réussite du changement annoncé et attendu... Et nous voulons être entendus. »

Aymeric Seassau : Nous ne sommes pas dans l'opposition, nous sommes de cette majorité politique nouvelle qui a chassé Sarkozy et porté la gauche au pouvoir. Nous sommes des bâtisseurs, nous voulons la réussite du changement annoncé et attendu... Et nous voulons être entendus. Sans les voix réunies avec Jean-Luc Mélenchon grâce à la campagne présidentielle du Front de Gauche, il n'y avait pas de victoire de François Hollande possible. **Une majorité de français s'est prononcée pour une autre politique que celle menée par Sarkozy et Merkel à l'échelle européenne, ils ont voté pour le changement, pas pour le renoncement. Le contraste ne suffit pas, il faut agir, et vite !**

NLA : Concrètement, comment y arriver ?

Aymeric Seassau : Pour commencer l'action de nos groupes parlementaires, dont celui présidé par André Chassaigne à l'assemblée nationale illustre notre méthode et notre rapport au gouvernement. Ils n'ont naturellement pas voté la confiance au gouvernement qui borne son action aux 60 propositions de François Hollande, mais il se sont prononcés en faveur des modifications budgétaires annulant la majeure partie des cadeaux fiscaux offerts par Sarkozy à ses amis les riches ou encore en approuvant la création des emplois d'avenir, bien qu'insuffisants, après avoir gagné des éléments importants sur le volet formation ou la pérennisation de ces emplois.

A tous les échelons institutionnels, les élus communistes agissent pour gagner des politiques nouvelles et des budgets à la hauteur.

Et nous ne limitons pas nos batailles politiques aux portes des institutions. Nous voulons contribuer aux mobilisations sociales et citoyennes nécessaires, elles seront de première importance. De ce point de vue, voir Bernard Thibaut engager la CGT dans l'action contre le nouveau traité européen ou encore pour défendre l'industrie le 9 Octobre est une excellente nouvelle.

NLA : La question industrielle a été au cœur des débats à la fête de l'Humanité, que faire face à la

situation des chantiers navals de Saint-Nazaire ?

Aymeric Seassau : Le sous investissement et la stratégie de monoproduction de paquebot ont conduit à la grave situation que traverse actuellement les chantiers avec un recours massif au chômage partiel et un carnet de commande au point mort. Il y a urgence. Nous voulons un nouvel engagement de l'Etat, la création d'un pôle public bancaire bien plus large que les contours actuellement annoncés pour la Banque Publique d'Investissement et surtout l'engagement de coopérations industrielles entre entreprises nationales. Puisqu'il y a besoin de méthaniers ou de Ferries pour desservir le pays, alors ils doivent être construits à Saint-Nazaire. **Les communistes engagent une bataille ambitieuse sur les régions PACA, Corse et Pays de la Loire pour gagner des investissements à la SNCM et aux chantiers de Saint Nazaire afin d'obtenir une commande de 4 à 8 Cargo Ferries.** Au-delà, nous sommes attentifs à ce que les initiatives les plus unitaires soient prises pour organiser la défense de l'emploi et de l'avenir industriel des chantiers.

NLA : A quelques jours de la grande mobilisation nationale unitaire pour faire échec au traité budgétaire européen, que peut-on attendre de cette campagne ?

« Ce que nous engageons actuellement, c'est une vaste bataille pour faire reculer l'austérité en France et en Europe. »

Aymeric Seassau : François Hollande n'a pas réussi à renégocier le traité et son gouvernement va proposer dans les prochains jours au parlement d'inscrire dans la loi française un texte rédigé par Sarkozy et Merkel qui, en contraignant de force les finances publiques, veut imposer l'austérité à l'échelle européenne. Il y a besoin de la mobilisation la plus large et la plus unitaire et nous accueillons avec plaisir Europe Ecologie dans le camp du refus. Nous proposons avec le Front de Gauche et un large collectif unitaire politique associatif et syndical l'organisation d'un referendum puisque la question de la souveraineté des peuples est posée. Et au-delà, la marche du dimanche 30 Janvier qui s'annonce massive est une étape. Ce que nous engageons actuellement, c'est une vaste bataille pour faire reculer l'austérité en France et en Europe.



NLA : Quelle place le Front de Gauche peut occuper dans cette période ?

Aymeric Seassau : La bataille européenne, est pour nous naturelle, elle constitue la moelle épinière du Front de Gauche. Elle peut permettre de retrouver les électeurs et acteurs des campagnes présidentielle et législatives et de continuer de construire avec eux les réponses politiques à la hauteur de l'urgence économique et sociale. Nous parlons souvent de « l'élargissement » du Front de Gauche. **Désormais reconnu**

comme un acteur politique de premier plan, nous voulons contribuer à son enracinement populaire, à son appropriation par des hommes et des femmes de gauche, des militants associatifs et syndicaux. C'est là que réside son avenir et non dans

« L'avenir du Front de gauche est dans son élargissement populaire pour en faire une force utile concrètement »



l'organisation d'une écurie électorale rassemblant des organisations politiques déjà constituées. D'autant qu'il nous faut, après avoir réussi à rassembler très largement et à peser dans le débat public faire la démonstration que le Front de Gauche peut être force utile pour amener des avancées concrètes, transformant la vie quotidienne. Le débat sur l'avenir du Front de Gauche peut s'ouvrir en grand, et surtout avancer dans l'action.

NLA : C'est une des questions à l'ordre du jour du 36ème congrès du PCF ?

Aymeric Seassau : Naturellement, mais l'ambition du congrès va bien au-delà. Je veux d'abord dire que le parti va mieux. Nous avons retrouvé de l'audience comme en témoigne la formidable affluence à la fête de l'Humanité et les dernières réunions de communistes en Loire-Atlantique comme nationalement témoignent d'une forte combativité et d'une grande capacité à débattre et construire sans tabous ni limites. **Avec ce congrès, nous voulons non plus seulement écrire une nouvelle page de l'histoire des communistes français mais entamer un nouveau récit.** Depuis de nombreuses années et le dramatique échec des expériences liées à l'union soviétique, avançait l'idée d'un horizon capitaliste indéchiffrable attesté par l'avis de décès maintes fois prononcée de l'idée

« Nous voulons donner à voir que le Parti Communiste Français est de retour »

communiste. Et voilà qu'aujourd'hui, menant le monde dans une brutale récession dans sa forme financiarisée, c'est le capitalisme qui se retrouve sur le banc des accusés. C'est dans ce contexte que nous voulons permettre « d'identifier un acte de renaissance de l'ambition communiste et donc d'un processus de travail ouvert et nouveau. ». Le Parti communiste français a déjà changé, il compte en son sein des générations nouvelles de militants et de responsables moins marquées par les expériences du siècle dernier. C'est une grande force militante disposant avec ses élus d'une importante présence institutionnelle. Reste à libérer son énergie créatrice pour le porter à la hauteur des enjeux de ce siècle, dans l'urgence imposée par la position dominante acquise par les forces de marchés mais aussi avec toutes les potentialités nouvelles de partage et de construction collective. Nous voulons donner à voir, tout simplement, que le Parti Communiste Français est de retour !

La Loire-Atlantique fait le plein

Une fois n'est pas coutume, cette année encore le stand de la Loire-Atlantique a connu une grande affluence. Une édition réussie grâce à une équipe de bénévoles (plus de 90 au plus fort du week-end) enthousiastes et volontaires.

Un week-end à la Table de l'Atlantique c'est plus de 35000 huitres, 170 kilos de moules, 1000 bulots, 65 kilos de crevettes grises, 9000 langoustines et quelques autres crustacés et poissons écoulés. Un vrai régal !

Que soit remercié ici l'ensemble de l'équipe de bénévoles qui s'est activée autour de cette fête. Sous la pluie, dans le froid, à faire 1000 pas entre les tables, à cuisiner, préparer les fruits de mer, servir: la qualité et la renommée de ce stand de Loire-Atlantique, c'est à eux que nous les devons.

Le stand a également eu la chance, cette année encore, d'accueillir Pierre Laurent pour son repas de presse ainsi qu'André Chassaigne président du groupe GDR à l'assemblée nationale.



Fête de l'humanité

4

La Loire-Atlantique en photos



L'Humanité des débats

650000 personnes, une météo des plus clémentes, des stands remplis, des concerts exceptionnels, des débats riches contre l'austérité, pour une Europe des Peuples, une fête de soutien aux entreprises en luttant, une fête de solidarité et d'espoir, voilà ce qu'aura été le cru 2012 de la fête de l'Humanité...

Une fête de luttes



Le samedi, parti de l'Agora de l'Humanité, un cortège se fraie un chemin jusqu'à la grande scène. Ce cortège, c'est celui d'entreprises en lutte : Doux,

PSA, Sanofi, Arcelor, Carrefour, Sodimedical, Fralib, 3 suisses...

Un point commun : tous luttent contre les plans de restructuration qui touchent leurs entreprises et des patrons voyous.

Avant ce défilé - en présence notamment de Didier Le Reste - plus d'une vingtaine de salariés en luttant ont fait état de leur combat dans leurs entreprises respectives.

De tous ces témoignages ressort, outre des similitudes (celles d'actionnaires ou de patrons peu regardant des salariés et à l'appétit démesuré) l'exigence d'une coordination des luttes, notamment pour mettre fin aux licenciements boursiers ou à des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) dont les motifs ne tiennent pas la route. Une exigence de coordination et de mobilisation également réclamée par André Chassaigne afin d'appuyer le combat des députés communistes et du Front de Gauche pour faire passer de nouvelles lois en faveur de l'interdiction des licenciements boursiers, ou pour de nouveaux droits dans les entreprises.

Printemps des peuples

Plusieurs débats sur la fête ont été consacrés à ce que l'on appelait il y a peu les printemps arabes, printemps aujourd'hui dévoyés, confisqués au profit de partis politiques réactionnaires. Au cours d'un de ces débats, Samir Amin, économiste franco-égyptien aura cette phrase : « *c'est l'automne du capitalisme mais pas encore le printemps des peuples* ». Phrase qui résume assez bien la situation, non seulement dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, mais aussi plus prêt de nous en Europe.

Il aura été montré durant ces débats par plusieurs des intervenants que les peuples des pays qui luttent pour plus de liberté pour un système social et économique plus juste sont aujourd'hui victimes des stratégies d'alliances des puissances impérialistes non avec des mouvements religieux en tant que tel mais des partis politiques réactionnaires.

Autre aspect important et décisif dans les mois à venir, la professionnalisation des luttes et des conflits (Syrie) qui étaient avant tout des luttes politiques et sociales. Une professionnalisation qui pourrait devenir une véritable poudrière pour la région.

Prenez le pouvoir

La fête de l'Humanité a été pour Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français, l'occasion de présenter son dernier ouvrage : *Maintenant prenez le pouvoir*. Cet ouvrage est l'occasion pour son auteur de revenir sur la période électorale passée, sur l'avenir du Front de gauche et sur la situation politique de notre pays et de l'Europe.

Maintenant prenez le pouvoir, c'est pour Pierre Laurent : « *un appel à l'intervention populaire dans le débat politique* », une intervention qui doit avoir lieu maintenant car « nous ne devons pas nous arrêter après les élections » mais, « *prolonger la dynamique de campagne* ».



Rencontre avec une délégation cubaine



Sur la fête de l'Humanité la fédération de Loire-Atlantique a reçu une délégation cubaine parmi lesquels Mr l'ambassadeur de Cuba en France, Orlando Requeijo Gual, Mr Angel Arzuza, vice-chef du département idéologique du comité central du Parti Communiste Cubain, Mme Olga Salanueva, épouse de René Gonzalez un des cinq antiterroristes Cubains injustement incarcérés aux Etats-Unis depuis 14 ans, Mme Edelys Santana attaché aux relations internationales au comité central du Parti Communiste de Cuba.

L'occasion pour NLA de s'entretenir avec Olga Salanueva qui se bat depuis 14 ans pour faire libérer les 5 dont son mari.



Rencontre Pour NLA, Olga Salanueva, revient sur le simulacre de procès et les diverses violations des droits qui font que les 5, injustement accusés d'espionnage, sont encore privés de liberté aujourd'hui.

« Cela fait 14 ans, depuis le 12 septembre 1998, que les 5 sont en prison. Ils ont été arrêtés à Miami alors qu'ils recueillaient des informations sur des

actions terroristes. Un terrorisme qui sème l'horreur et la mort dans notre peuple depuis cinquante ans et qui est responsable de plus de 3000 morts et autant de blessés.

Dès leur arrestation ils ont été incarcérés dans des cellules de châtiment, séparé du monde extérieur, sans avoir accès à leur dossier, à ce qui existait contre eux.

Leur procès à eu lieu à Miami, ville où les groupes terroristes sont extrêmement forts et sont insérés dans la vie politique et économique locale. La défense a légitimement essayé de sortir le jugement de cette ville. Dès l'arrestation et au cours de ce procès, il y a eu une grande campagne médiatique à l'encontre des 5 avec comme but d'exercer une influence sur le jury. Les 5 ont été déclaré coupables en 2001 et ont écopé de longues condamnations allant de 15 ans à la perpétuité plus 15 ans. Après ces condamnations la défense a fait appel et obtenu raison en 2005 en demandant un autre jugement dans une autre ville. Il n'y aura pas de nouveau jugement mais une révision des peines pour trois des camarades. [...]

Après 14 ans de procédure il a été démontré que les droits de l'Homme de ses 5 prisonniers et la constitution des Etats Unis ont été violé. Sans compter les refus de visas aux épouses [...]. Aujourd'hui, je n'ai plus de confiance dans la cours des Etat Unis, les 5 n'auraient jamais du aller en prison puisque leur action consistait à arrêter le terrorisme envers Cuba. C'est pourquoi il faut compter sur la solidarité, c'est grâce à cette solidarité que nous avons pris contact avec des associations des droits de l'Homme, des parlementaires, des prix Nobels... La solidarité doit s'accroître pour amener Obama à prendre la décision que seul lui peut prendre : l'amnistie. Mais, c'est une action courageuse qu'il ne pourra pas faire spontanément. Il y a une grande famille internationale qui nous soutient et on réussira à se que les 5 retrouvent leur liberté. L'important c'est de briser le mur de silence autour de cette affaire. »

L'UFAL refuse le TSCG

Signataire avec d'autres associations, syndicats et partis politiques, d'un appel à refuser le pacte budgétaire, l'Union des Familles Laïques précise ses raisons propres pour refuser cette austérité institutionnalisée : l'article 11 du titre IV du Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance institutionnalise le fait que l'Union européenne, et notamment ses instances non élues, aura droit de regard sur toutes "les grandes réformes de politiques économiques". Sont particulièrement visés les **droits sociaux** en général, et la protection sociale des citoyens (Sécurité Sociale, retraite par répartition, chômage...), c'est à dire le cœur de notre société fondée sur la solidarité entre les citoyens.

5 octobre : à ne pas manquer !

On n'a pas tous les jours 100 ans...

Pour l'Union Départementale Cgt 44, ce sera le **5 octobre** à partir de 15h00 à la Cité des Congrès de Nantes. Un grand moment convivial, d'appropriation historique et de mobilisation : Exposé de l'Institut d'Histoire Sociale, **Intervention de Bernard Thibault**, Expo sur le centenaire, Participation du Bagad de Nantes... Inscrivez-vous auprès de L'UD Cgt (Tél : 02 28 08 29 80)



Le social au cœur

5

Des retraités actifs !



La fête annuelle des retraités organisée par l'USR Cgt s'est déroulée jeudi dernier dans une ambiance combative. Au menu : syndicalisation et préparation de la grande manifestation du 11 octobre à Paris. Les 15 millions de retraités en France attendent eux aussi du changement rapide. Car non seulement, ils ont perdu 20 % de Pouvoir d'achat sur 15 ans, mais ils souffrent particulièrement de la dégradation des services publics. **Santé, autonomie, protection sociale, mais aussi fiscalité !** En effet, la loi de finances votée par la précédente majorité n'a pas revalorisé le barème d'imposition en fonction de l'inflation. Ce gel entraîne mécaniquement, pour un revenu ayant évolué comme la hausse des prix, une augmentation du revenu imposable équivalente à cette dernière, et donc un impôt sur le revenu plus élevé. Une deuxième disposition a des conséquences beaucoup plus importantes pour les personnes célibataires, veufs/veuves ou divorcés ayant au moins un enfant majeur imposé distinctement, mais ne l'ayant pas élevé seul pendant au moins 5 ans. A condition d'en avoir bénéficié depuis 2008, ces personnes bénéficient du maintien d'une majoration du quotient familial d'une 1/2 part, mais l'avantage fiscal procuré diminue chaque année (680 € l'an

dernier, 400 € cette année, 120 € l'an prochain) et disparaîtra en 2013. A cela s'ajoute souvent mécaniquement la remise en question de divers avantages annexes liés à la qualité de non imposable ou au niveau du revenu fiscal de référence : taxe d'habitation, taxe foncière, redevance télé, non assujettissement à la CSG et la CRDS pour les retraités, gratuité ou tarif réduit dans les transports en commun, prise en charge des frais d'aide ménagère...

Le collectif retraités de la CGT Finances 44 avait alerté les parlementaires du département en mars sur les conséquences de la mesure. Il rappelait dans cette lettre, le chiffre de 4 millions de contribuables concernés, avancé par le sénateur Simon SUTOUR, dans sa question écrite de février 2009, et que le Ministre n'avait pas contredit dans sa réponse.

D'ailleurs, en cette rentrée 2012, les agents des Finances Publiques reçoivent de nombreux contribuables mécontents, surpris de devenir imposables ou de la forte hausse de leur impôt sur le revenu, alors que leurs revenus sont identiques ou presque à ceux de l'an dernier. Cumulé au gel du barème, et, pour les contribuables les plus modestes, à la perte en tout ou partie de la décote, cela entraîne une hausse d'impôt pouvant atteindre plusieurs centaines d'euros. Et il n'y a eu aucune communication de la part de l'administration fiscale sur les conséquences de la mesure. Cela illustre l'urgence nécessaire d'une réforme en profondeur de la fiscalité pour aller vers plus de justice. Dans l'immédiat, la CGT Finances Publiques 44 s'est adressée au Directeur Régional des Finances Publiques pour demander que les délais de paiement soient examinés avec bienveillance et accordés sans majoration de 10% des sommes restant dues. Le collectif retraités des Finances attend la prise en compte de son courrier par les nouveaux parlementaires, et se mobilise pour le 11.

UE/Israël : un accord commercial sans contrepartie ni garantie



Les parlementaires européens se prononceront le 20 novembre sur un important accord commercial entre l'Union européenne et Israël. La Commission du commerce international a déjà donné son accord le 18 septembre 2012 (15 pour, 13 contre, 2 abstentions), sur le « protocole relatif à l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels » (ACAA).

Cet accord représente une intensification importante des relations de l'Union européenne avec Israël, et marque une première entrée d'Israël au sein du marché unique, en prévoyant le libre accès de produits industriels sur le marché respectif des deux parties. Il n'existe **aucune garantie que cet accord ne concernera pas les produits des colonies**.

L'UE doit faire comprendre à Israël que celui-ci ne peut poursuivre sa politique de colonisation sans en payer les conséquences. Or depuis juin 2009 et sa décision de geler le rehaussement des relations avec Israël, l'UE n'a cessé de contredire son discours officiel en concluant des accords de coopération avec Israël. En juillet 2012, l'UE a ainsi offert de mettre en œuvre à court ou à moyen terme 60 nouvelles activités de coopération dans 15 domaines différents. La mise en œuvre de ces activités n'a été conditionnée à aucune amélioration de l'action d'Israël en matière de droits de l'homme.

D'ici le vote en plénière du 20 novembre, interpellons les députés européens pour que l'UE, premier partenaire commercial d'Israël, impose des contreparties à Israël et conditionne le développement de ses relations au respect du droit des Palestiniens.

Santé : le changement c'est urgent !

Le collectif « Notre Santé En Danger » lance une **pétition pour un changement urgent de la politique de santé**. Un tiers de la population renonce aux soins, pour raisons de coût (dépassements d'honoraires, franchises, forfaits, augmentation des complémentaires-santé...), ou de difficultés d'accès aux structures de soins publiques (désertification, fermetures de structures de proximité, délais d'attente...). Pour répondre aux besoins, il faut sortir notre système de Santé des seuls critères de rentabilité, piloté par les ARS (Agence Régionale de Santé), et le refonder sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de gratuité, de qualité et d'universalité.

Le collectif demande au gouvernement des mesures d'urgence : suppression des dépassements d'honoraires, forfaits et franchises ; arrêt des fermetures d'établissements, de services hospitaliers, de maternités et de centres d'IVG, de centres de proximité, dans le secteur des soins, mais aussi du handicap et des personnes âgées ; moyens humains et financiers pour un service public de santé incluant les soins de premier recours et la prévention ; suppression des exonérations et des exemptions de cotisations sociales ; augmentation du budget de la Sécurité Sociale pour 2013.

Il exige l'instauration de la démocratie en matière sanitaire : usagers, professionnels et élus locaux, doivent participer des décisions concernant le système de santé et de protection sociale. La pétition est disponible : collectif.nsed@gmail.com.



Hôtel Dieu de Paris en lutte à la Fête de l'Huma

En bref

Culture sacrifiée sur l'autel de la rigueur

La Ministre de la culture a annoncé le 10 septembre une diminution du budget de la culture, pouvant être de 3%. Si l'arrêt de certains grands projets est justifié, notamment celui de la Maison de l'histoire de France auquel les sénateurs du groupe CRC s'étaient fortement opposés, certains autres sont plus contestables. Plusieurs grands équipements sont touchés, en province et à Paris. Et ce qui est d'autant plus regrettable, c'est que les crédits retirés ne sont pas réaffectés à d'autres actions du ministère de la culture. Pourtant, le budget de la culture n'atteint toujours pas les 1% du budget total de l'Etat, et le budget 2012 était loin d'être suffisant. Exemple, les crédits pour la création en arts plastiques particulièrement bas, et déjà en baisse par rapport à 2011. Le spectacle vivant est également très inquiet des restructurations et faiblesses de crédits.

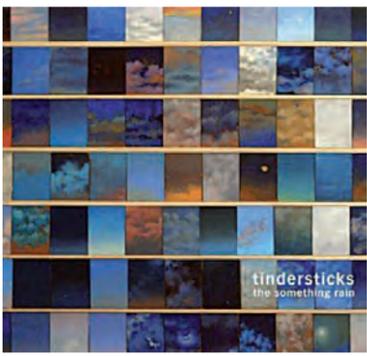
Service minimum remis en cause ?

La loi encadrant le droit de grève dans les transports, dite "Diard", instaurée en 2007, serait remise en cause par le gouvernement. Cette loi n'avait qu'un objectif : rendre impraticable le droit constitutionnel de grève. Le ministère des transports juge que "la philosophie de ce texte est de stigmatiser la grève". Le gouvernement estime qu'il "faut revenir au droit fondamental de la négociation entre partenaires sociaux pour prévenir les conflits". Une décision devrait être prise avec le ministère du travail.

UE = La parité n'est pas gagnée !

Le Traité Fondateur de l'Union Européenne stipule dans son article 8 : "Pour toutes ses actions, l'Union cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes." Et bien, quand il s'agit des gros sous, on oublie. Ainsi les coordonnateurs de l'ensemble des groupes au Parlement ont été amenés à reporter l'audition de M. Yves MERSCH qui doit être nommé au directoire de la BCE. Car depuis le départ de la dernière femme du directoire le 31 mai 2011, celui-ci n'en compte plus aucune. Si un homme était nommé cette fois-ci, le directoire de la BCE ne comprendrait aucune femme au moins jusqu'en 2018, sauf remplacement non prévu.





Voir et écouter

Les anglais de **Tindersticks** seront à Stéréolux le 9 octobre prochain. Après leur neuvième opus - the something rain - paru en février dernier, le combo entame une tournée européenne.

Quoi de mieux, pour une soirée que de s'enfoncer dans l'univers mélancolique et doux du quintet qui, gage de qualité, a sorti ses deux derniers albums via une collaboration City Slang / Constellation records.

Rendez-vous à Stéréolux (Boulevard Léon-Bureau à Nantes) - 20h
De 19 à 26,60 €

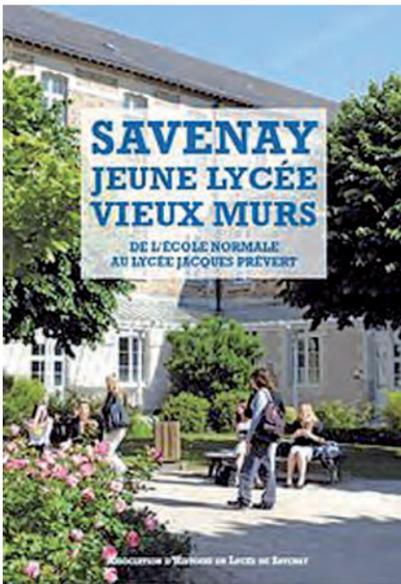
<http://www.tindersticks.co.uk>

Culture, idées

6

Lire

Centenaire du Lycée Jacques Prévert à Savenay



Ce centenaire qui sera l'occasion d'une grande manifestation locale à Savenay, le 6 octobre, a donné lieu à un vrai travail de recherche historique de l'Association d'Histoire du lycée de Savenay, auquel a participé notre camarade Jean-Yves Martin, travail qui a fait l'objet d'une publication.

La grande originalité de ce livre, ce qui en fait un livre essentiel, ce sont d'abord ses dernières pages, cette tentative si neuve et courageuse d'affronter l'histoire immédiate, ou quasi immédiate, d'un établissement scolaire « de base », même pas dans une grande ville. De poser des questions neuves et pertinentes, celle, par exemple, du lycée comme un « espace vécu » [...] La démarche s'appuie sur une histoire plus longue. 1872, avec le réel départ de la première École normale, lot de consolation offert aux Savenaisiens bien marrés d'avoir perdu quatre ans plus tôt leur sous-préfecture ? 1912, avec la création de l'École primaire supérieure, ancêtre direct du lycée Jacques Prévert ? 1959, avec la création du premier lycée, municipal ? Peu importe à vrai dire, car l'image, la notoriété même de Savenay s'est longtemps construite sur cette fonction éducative essentielle, et unique entre Nantes et Saint-Nazaire. Histoire riche, aussi, parce qu'elle est le fruit d'une démarche associative, dans la liberté de chacun. C'est cette leçon toute simple de démocratie qui donne leur sens aux histoires de François Texier, d'Yvan Gradaive ou de Jacques Bouvot, pour ne citer qu'eux, et à ces élèves normaliens qui « font le mur » comme à ces lycéens qui manifestent en 2006 contre le « Contrat première embauche » : comme le rappellent très bien les auteurs dans leurs tout derniers mots, le lycée est une école de responsabilité et d'action.

Extraits de la préface d'Alain Croix professeur émérite à l'Université de Rennes 2.

Publié par l'AHLS (Association d'Histoire du Lycée de Savenay) ce livre est en souscription jusqu'au 1er octobre au prix de 17 € (prix public 24 €) - 336 pages, au format A4. Bulletin de souscription sur le site : www.ahls.fr

Quel horizon pour l'Europe ?

C'est le livre qu'il faut lire maintenant !

C'est l'arme de notre lutte du moment pour exiger un référendum contre le déni de démocratie pour sortir de la situation paradoxale d'aujourd'hui.

Le candidat socialiste qui avec toutes les forces de gauche avait refusé il y a un an, « la règle d'or » contre la volonté du président Sarkozy, devenu président voudrait faire voter par le parlement le même texte condamné hier !

Aussi le livre se donne un **premier objectif** : briser le mur du silence qui entoure le texte du traité « Merkozy ». Il en révèle le contenu, en décrypte le sens et les conséquences. **Ce traité est caché au grand public**. Très peu d'articles de presse aucun débat à la radio, à la télévision de peur d'alerter les citoyens sur les terribles ravages qu'induirait ce texte sur la vie quotidienne des familles populaires. **Toute la partie III du livre est consacrée à l'analyse du traité, accompagné de son, décryptage.**

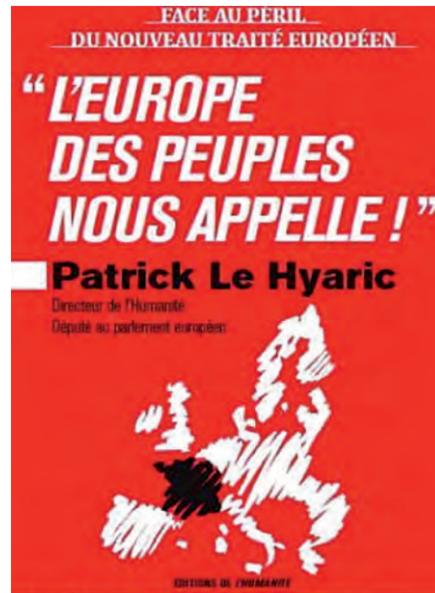
« *Ce traité réduit la souveraineté nationale et populaire. Une autorité extérieure au pays, et contre le parlement, peut décider d'abaisser le déficit structurel de toutes les administrations publiques (Etat, collectivités locales, entreprises publiques, sécurité sociale) à 0,5 % du produit intérieur brut, oblige à transmettre le projet de loi de finance à la Commission de Bruxelles avant tout débat à l'assemblée nationale, instaure un mécanisme de correction automatique des budgets, impose des sanctions, vérifie et corrige le budget tous les six mois. C'est le vol de la souveraineté* ». Le conseil constitutionnel aurait du le reconnaître... (Mais faut-il le rappeler, trois anciens présidents de droite y siègent de droit !).

Dans un deuxième temps le texte répond à la question : **pourquoi le pacte de croissance décidé lors du sommet des 28 et 29 juin dernier ne contrebalance pas l'austérité qu'impose le pacte budgétaire ?**

« *La croissance selon les autorités européennes, ne peut être obtenue que par la flexibilisation du travail ou l'amélioration de la compétitivité des Etats, et non par une relance des investissements sociaux et publics, ou du crédit public* ».

La partie IV révèle la réalité (cachée) du « pacte de croissance ».

Reprenant le dogme ultralibéral selon lequel le libre-échange intégral serait porteur de croissance, il annonce **la mise en place du marché transatlantique à l'horizon 2015, avec un seul marché unique par delà, les deux rives de l'atlantique (E.U + U.E), avec la mise en place d'une institution commune** (projet négocié en 2008 sous la présidence tournante de l'Allemagne).



EXCLUSIF : La publication intégrale du traité TSCG, le pacte de croissance, les deux règlements corrélatifs votés au Parlement européen

Ainsi, intégrée militairement à l'OTAN, économiquement par ce marché transatlantique, financièrement par le retour du FMI (ou les Etats-Unis ont une minorité de blocage) dans la troïka au côté de la BCE et de la commission, l'Union européenne deviendrait une province de « l'empire américain » ! Mme Merkel, « la femme la plus puissante du monde » y travaille...

Pour la puissance dominante de l'Europe capitaliste, l'horizon le plus proche, ce sont les élections de l'automne 2013. Cela fait plusieurs mois que la chancelière affirme que l'Europe doit évoluer vers « une union politique ». Elle serait sur le point de demander un nouveau traité européen. Les classes dirigeantes allemandes voudraient que les 27 décident, dès le mois de décembre, de la date d'une réunion pour poser de nouvelles bases juridiques pour l'Union.

Ainsi, attention, un traité peut en

cache un autre !

Pour ajouter une légitimité politique à la « fédéralisation » de la surveillance des politiques budgétaires et des réformes économiques, Mme Merkel a déjà proposé d'élire un président de l'Union au suffrage universel. Berlin aurait renoncé à réclamer des changements institutionnels en pleine crise de l'euro « le moment n'est pas le bon ». Mais... **engranger une victoire politique avant les élections législatives de septembre 2013 ?**

C'est en ayant à l'esprit ces divers horizons qu'il faut revenir au livre de Patrick Le Hyaric. La dernière partie du texte nous projette à **Athènes au printemps prochain pour des états-généraux de refondation de l'Europe.**

« *Le débat pour une alternative à l'Europe de l'argent et des marchands avait pris de l'ampleur durant la campagne démocratique préparant le référendum du 29 mai 2005, sur le projet de traité constitutionnel.*

CE débat avait beaucoup intéressé les populations. Il devrait reprendre avec vigueur... cette fois dans toute l'Europe, c'est toute la gauche dans sa diversité qui doit se porter à l'avant-garde pour libérer l'Union européenne de la main de fer des marchés financiers et des transnationales. Elle doit d'autant plus le faire que des présidents ou des chefs de gouvernement de gauche sont en responsabilité au Danemark, en Belgique, à Chypre, en France, et demain peut-être en Italie et en Allemagne.

Les peuples doivent rester maîtres d'un nouveau processus de construction d'une autre Europe basée sur des critères d'efficacité sociale, économique, démocratique et environnementale »

Les mois à venir seront particulièrement propices au débat ...

Les bombardements de Nantes en 1943



Le 15 septembre dernier, France 3 diffusait un film documentaire de 52 mn réalisé par François Gauducheau sur les bombardements de Nantes en septembre 1943. Le réalisateur évoque et suit les « forteresses volantes » des jeunes aviateurs américains

cains qui, parties d'Angleterre, ont pour objectif Nantes. En moins de vingt minutes, le 16 septembre 1943, alors que les Nantais vaquent à leurs occupations sous un soleil radieux, près de 1 000 personnes vont perdre la vie dans le centre de

Nantes. Les bombardiers visaient le port, c'est le centre ville qui est touché indiquent dans ce documentaire les historiens. Des témoins, parmi lesquels Jeanne et Roger Corpard, racontent cette histoire tragique, à commencer par leur incrédulité, la fréquence des survols de Nantes par ces bombardiers se dirigeant vers Saint-Nazaire ou Bordeaux étant importante. Ces témoins racontent l'horreur : ces corps mutilés retrouvés dans l'Hôtel Dieu en ruine, la rue du Calvaire ou la place Royale rayées de la carte... Les films et images de l'époque viennent rappeler aux Nantais d'aujourd'hui un fait ignoré de beaucoup. Le réalisateur s'attarde également, en interrogeant des historiens comme Didier Guyvarc'h, à comprendre les raisons et la pertinence de ces bombardements destinés à affaiblir l'appareil industriel accaparé par les allemands, pourquoi enfin les souffrances des civils bombardés ont été si longtemps passées sous silence. Le 23 septembre, une seconde vague de bombardements devait encore faire quelques 500 morts à Nantes. « *70 ans après, souligne Marc Leduc dans Ouest France, aucun monument n'honore les tués et les blessés civils (...). Comment s'étonner qu'aujourd'hui, des jeunes nantais sont persuadés que Nantes a été bombardée par les Allemands* ».

Prochaine diffusion sur France 3 national, le lundi 12 novembre à 0h12 dans la Case de l'oncle Doc.

En France, 1/3 de la population renonce aux soins pour des raisons financières et devient ainsi la championne d'Europe en matière d'inégalités de santé. Conséquence directe de La loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires – ou loi Bachelot) qui est la clé de voûte des politiques de privatisation de la santé et de l'Assurance maladie. Celle-ci nous conduit vers un système de santé à plusieurs vitesses dans lequel une place de plus en plus importante est offerte au privé. L'ANECR réclame ainsi un moratoire immédiat de l'application de la loi Bachelot – HPST le temps de préparer une vraie loi de santé publique.

« **La Ministre de la culture a annoncé lundi 10 septembre une diminution du budget de la culture, qui pourrait être de l'ordre de 3%** » Cette déclaration de Cécile Cukierman dugroupe CRC au Sénat vient en réaction à l'annonce du budget du ministère de la culture. « Le budget de la culture pour 2012 était loin d'être suffisant. Par exemple, les crédits consacrés à la création dans le domaine des arts plastiques étaient particulièrement bas, et déjà en baisse par rapport à 2011. Une réduction supplémentaire de ce budget en 2013 dans ce domaine comme dans les autres aura des conséquences importantes » conclue l'élu.

Au cœur des collectivités

Entre estuaire et industrie, une formation des élu-e-s au cœur des enjeux du développement économique de notre région.

L'estuaire est le dernier parcours de la Loire situé dans notre département, allant de Nantes jusqu'à son embouchure sur l'océan Atlantique. Celui-ci forme une zone humide majeure sur la façade océanique, alliant richesse du patrimoine naturel et important dynamisme industriel. L'estuaire de la Loire est un lieu de création de richesses, avec une densité économique forte. L'aire urbaine Nantes-Saint Nazaire regroupe ainsi près de 60 000 emplois industriels au sein d'un tissu de PME porté par le dynamisme de grandes industries. C'est ainsi le cas avec STX, seul grand chantier français de construction navale, avec le Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire, la centrale de Cordemais, la Raffinerie de Donges, les sites aéronautiques ... Tout cela est essentiel dans le fait que la Région des Pays de la Loire soit la 3ème région industrielle de France. Pour autant, le développement industriel et portuaire de l'estuaire de la Loire a toujours été l'objet de batailles pour préserver les atouts industriels, les savoir-faire, l'accueil des activités nouvelles, les évolutions, l'innovation. Le rôle des élus dans ces choix est majeur. **Les élus communistes ont toujours joué un rôle important pour la préservation des atouts industriels et pour les projets de développement dans une logique de développement durable.**

La session du 6 septembre dernier qui a réuni plus d'une vingtaine de participants a ainsi pu, autour d'intervenants de qualité tels que Jean-Pierre Chalus, Président du directeur du GPM Nantes-Saint Nazaire, Joël Cadoret Secrétaire général CGT chantiers STX, Aymeric Seassau, Conseiller régional et Alain Manara, Adjoint au maire de Saint-Nazaire salarié d'Aérolia s'attarder sur quatre thématiques clefs pour l'avenir de notre estuaire et de son industrie. D'une part concernant l'avenir du grand port maritime, l'accent a été mis après une présentation détaillée de son fonctionnement sur le nouveau plan de prévention des risques qui, s'il était mis en place, amputerait sérieusement les opportunités de développement de celui-ci. Les enjeux économiques locaux, sociaux et

environnementaux ont également été largement détaillés.

Part ailleurs, J. Cadoret salarié et secrétaire cgt des chantiers stx a pu tirer l'alarme sur la situation dramatique que connaissent les **ch a n t i e r s** aujourd'hui. L'avenir est plus que sombre pour les salariés déjà victimes du chômage partiel et des coupes dans les effectifs, l'état actionnaire doit prendre ses responsabilités déclarait le syndicaliste. « **Aucune commande n'a été prise depuis l'arrivée du nouveau Directeur Général, où sont donc ses compétences commerciales ? La diversification n'est toujours pas d'actualité, les besoins en navires nécessaires aux transports des biens et des personnes ou le remplacement des navires poubelles ne sont pas pris en compte** » déclarait t-il ainsi à propos de la politique de la direction actuelle des chantiers. La deuxième partie de cette formation riche en témoignage et approfondissement fut ensuite consacrée à airbus avec un décryptage de sa politique concernant la filialisation et l'emploi et s'est ensuite conclue sur les perspectives d'avenir des énergies marines renouvelables qui seront au cœur du développement de l'estuaire dans les années à venir.



En bref

Mettre l'Europe de Sarkozy à la retraite... Et vite!

Dans un récent communiqué A. Seassau, conseiller régional des pays de la Loire et secrétaire départemental du PCF revient sur le succès incroyable de la dernière édition de la fête de l'humanité (650.000 visiteurs) et sur les dossiers brûlants du moment. « **L'urgence est à mettre en échec l'austérité que Sarkozy et Merkel ont voulu étendre à l'Europe entière avec leur nouveau traité au service des marchés et des puissances d'argent.** Alors, et alors seulement, pourront s'envisager en France et ailleurs le changement annoncé et attendu. Nous avons mis Sarkozy en retraite anticipé au Cap Nègre le 6 Mai, les forces économiques et politiques qu'il a toujours défendues doivent aujourd'hui battre en retraite également. La grande manifestation unitaire du 30 Janvier à Paris pour mettre en échec le traité austérité y contribuera assurément. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui en Loire-Atlantique ont exprimé leurs exigences de changement à gauche à la présidentielle à y participer. »

68ème hommage à Jean de Neyman.

Véronique Mahé, conseillère régionale des pays de la Loire s'est rendue le 08 septembre à l'hommage rendu à Jean de Neyman. L'occasion pour l'élu de nous remémorer que le 2 septembre 1944, Jean de Neyman, jeune professeur agrégé de 30 ans, était fusillé par les nazis. Épris de justice et de fraternité, il organisa l'évasion de deux déserteurs allemands menacés d'exécution et en assumait l'entière responsabilité, lorsqu'il fut arrêté plus tard. Jean de Neyman referma sa lettre d'adieu à ses parents par ces mots : « Tout le bonheur de l'homme tient dans ce devoir. Agir et espérer. » Et l'élu d'insister « **Au-delà de ce devoir de mémoire, il s'agit de nous réclamer de la leçon donnée par ces hommes et ces femmes ordinaires : avoir cet esprit de résistance lorsque l'essentiel est en jeu.** »

Pacte budgétaire européen : L'ANECR appelle les élus et les citoyens à agir pour un succès massif de la manifestation du 30 septembre.

Pour l'ANECR il n'y aura pas d'issue à la crise sans s'appuyer sur l'atout que représentent les communes, départements, régions au service du développement des capacités de chacune et de chacun et de la démocratie. L'ANECR demande une nouvelle fois et solennellement de soumettre ce Pacte budgétaire élaboré par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à une consultation populaire par référendum. Elle s'associe et prend part au très large rassemblement qui s'est constitué avec l'Audit Citoyen et appelle les élus à prendre toutes les initiatives utiles pour **faire de la manifestation du 30 septembre à Paris organisée pour dire non à ce pacte** et exiger la tenue d'un large débat démocratique, un succès énorme de participation populaire.

Saint-Nazaire

La santé, notre bien commun



Alors que la nouvelle cité sanitaire de Saint-Nazaire a été inaugurée il y a déjà deux mois en l'absence des élus communistes et que les personnels prennent leurs marques les élu-e-s communistes et la section de saint-nazaire ont, dans un communiqué commun souligné, les réussites, les défis et les risques que porte cette nouvelle structure. Malgré un accès facilité, des locaux rationnels, des stationnements pratiques qui devraient répondre aux besoins de la population **les élus communistes ne peuvent se satisfaire du financement «Partenariat Public Privé» retenu par les décideurs de la construction**. En effet celui-ci conduit à ce que la collectivité publique, liée par un bail emphytéotique, verse un loyer annuel de 35 millions d'euros qui ira directement alimenter les fonds spéculatifs de l'actionnariat d'Eiffage. Deuxième pierre d'achoppement pour les communistes le fait que « en second lieu, le rapprochement dans un même site des acteurs de la santé publique et para-publique, imposé par l'Agence Régionale de Soins, **conduit à un partage des compétences qui ne permet plus le libre choix aux usagers.** Sachant que le coût de la santé publique est inférieur aux autres, tant pour les usagers que pour la collectivité. »

Nous savons que le niveau des indicateurs de santé révèle avant tout les inégalités socio-économiques. C'est pourquoi conquérir pour chacun-e le droit à la santé, nécessite une politique publique ambitieuse libérée des chaînes qui l'entravent aux marchés et grands groupes privés. Les élus communistes de saint-nazaire se feront le fer de lance de cette politique à rebours du processus de recul du service public de la santé que l'on a connu ces dix dernières années.

Région

Transports. Le TER à 1 € pour les salariés.



Un nouveau dispositif de réduction du coût du déplacement domicile-travail voit le jour en cette rentrée 2012. **Celui-ci est applicable sur les trajets supérieurs à 50 km dès le dès la rentrée.** Pour rappel les salariés achetant un abonnement mensuel ou annuel pour se rendre sur leur lieu de travail bénéficient déjà de réductions par rapport au tarif « normal ». S'y ajoute une participation de l'employeur à hauteur de 50 % de la facture. **Le conseil régional apporte aujourd'hui avec cette nouvelle mesure une contribution supplémentaire à cette modération tarifaire en plafonnant le coût de chaque trajet pour le salarié à 1 €, une fois toutes les réductions appliquées.**

« C'est une aide au pouvoir d'achat afin qu'aucun salarié n'ait à payer plus de 45 € par mois pour aller travailler », souligne Gilles Bontemps, le vice-président de la Région, chargé des transports. C'est ainsi que sur les 11 000 abonnés travail des Pays de la Loire, 4 000 devraient être concernés par la mesure. Cette aide sera par exemple pleinement opérationnel pour des trajets Nantes-Saint-Nazaire, du Nantes-Angers, du Angers-Le Mans, entre autres. Cette nouvelle mesure pour être effectivement complète s'appliquera aussi aux cars régionaux et aux TER transrégionaux si la gare de départ se situe en Pays de la Loire. Une bonne nouvelle pour les salariés qui vient confirmer l'engagement de la région et en particulier des élus communistes dans l'accessibilité pour tous aux transports en commun.

Ouvrons-la

Une édition de la fête de l'huma 2012 pleine de réussite pour une rentrée combative !

Par Robin SALECROIX



Avec plus de 650.000 visiteurs tout le long du week-end du 14, 15 et 16 septembre cette édition de la fête de l'humanité a connu un succès sans précédent. Au menu de cette année une affiche exceptionnelle, des découvertes humaines et culinaires mais surtout trois jours de débats et de rencontres pour **poser les jalons d'une rentrée et d'une année de résistance et d'espoir**. Trois sujets étaient ainsi au centre des préoccupations : la rentrée sociale et son lot de plans sociaux, le traité budgétaire européen et l'avenir des jeunes. Comme les jeunes communistes de Loire-Atlantique avec plus d'une vingtaine de bénévoles ont pu l'expliquer pendant le week-end, **la question d'un véritable statut pour la jeunesse**, la sortant de la précarité et de cette zone de non-droit qu'est la période 18-25 ans est une priorité pour notre organisation et sera donc au cœur de notre grande campagne de rentrée. Cette bataille s'articulant autour de plusieurs thématiques, que ce soit **le droit au logement, à la santé ou à la culture**, a permis une véritable discussion entre les jeunes visiteurs et militants. Au delà de la popularisation de nos diverses batailles politiques, cette fête de l'huma 2012 a été l'occasion également de réussir nos initiatives financières plus que jamais auparavant et de partir confiant pour une rentrée qui s'annonce combative. C'est par ailleurs une dizaine d'adhésions pour notre mouvement qui ont été effectuées sur le stand de Loire-Atlantique et autant de prises de contacts avec des jeunes issus de notre département. Ces jeunes filles et garçons se retrouveront ainsi dès cette semaine, à l'université, dans les lycées et les quartiers pour agir et stopper l'austérité au service du MEDEF et au contraire exigerons la sécurisation des parcours et une réponse aux besoins de leur génération.



L'activité

Assemblée générale départementale

C'est la rentrée politique !

Quelques mois après les élections présidentielles et législatives et l'arrivée de la gauche au pouvoir, les attentes restent fortes. Des premières mesures ont montré un changement de méthode par rapport à la gouvernance de la droite, pour autant, nous ne pouvons encore parler de réelle rupture politique. Dans les semaines qui viennent, le Parti communiste français et le Front de gauche sont engagés à faire bouger les orientations politiques du Président de la République et du gouvernement avec notamment la campagne contre le traité d'austérité. **La situation politique appelle au débat des communistes, c'est pourquoi la direction départementale a décidé d'organiser une Assemblée générale départementale** à laquelle tou(te)s les communistes sont invités le :



**Mercredi 10 octobre
À 18H30**

Salle de la carrière à St Herblain

Nous compterons sur la présence de Patrice BESSAC, membre de l'exécutif national et chargé de l'organisation de notre prochain congrès qui se déroulera du 7 au 10 février 2013 à Aubervilliers.

Le Congrès

Un calendrier pour le congrès a été décidé lors de la dernière réunion du Conseil national.

Notre 36ème congrès se déroulera du 7 au 10 février 2013 aux docks d'Aubervilliers. L'échéancier a été adopté :

- Jusqu'au 13 et 14 octobre : Appel à contributions.
- Les 13 et 14 octobre : Adoption par le CN de la base commune et du texte des statuts.
- 17 novembre : Date limite de publication des textes alternatifs à la base commune.
- Envoi des textes aux communistes
- 5 décembre : vote des communistes pour choix de base commune
- Du 15 décembre à la fin du mois de janvier : réunion des conférences de sections et des fédérations.

Commémorations de Châteaubriant

Les commémorations de cette année se dérouleront du 19 au 21 octobre. Elle débute par la veillée du souvenir au monument des 50 otages le vendredi 19 à partir de 17H30 pour se terminer par la cérémonie de Châteaubriant le dimanche 21 octobre. A cette cérémonie **l'allocution principale se dit par André CHASSAIGNE**, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale.



Vite lu...

A l'initiative des Instituts d'Histoire Sociale (IHS) de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT et de la CGT 44, se déroulera à Saint Nazaire les 11 et 12 octobre des rencontres-débats sur quelques questions liées à cette construction historique en relation avec le présent, tournées vers l'avenir.



Jeudi 11 octobre 2012

de 14h à 17h

Maison des Syndicats, St Nazaire

Le rôle économique des CE, les droits des salariés, les congés payés

de 18h à 20h30

Maison des Associations (Agora), salle 7 rue Albert de Mun, Saint-Nazaire

La protection sociale

Vendredi 12 octobre

de 9h30 à 12h

Centre Culturel Lucie Aubrac, place de la mairie Trignac
La culture, les créations culturelles des CE

Avec la participation de :

Bernard LAMIRAND, président du comité national pour la reconnaissance d'Ambroise CROIZAT

Liliane CROIZAT, fille d'Ambroise Croizat

Walter BUFFONI, ancien secrétaire du CE des Chantiers de l'Atlantique.

Rino GAMBARDELLA, directeur du centre de vacances « Le Razay » à Piriac

Serge LE GLAUNEC, responsable à la culture de la CGT, ancien président du CCP

Nécrologie

Nous avons appris le décès de Renée PAPIN. Professeure de lettres en classes préparatoires au Lycée Guist'hau, elle a longtemps milité au SNES et à la cellule Ténine des enseignants nantais et a participé à la mise en œuvre des Semaines de la Pensée marxiste. Nous présentons nos sincères condoléances à ses proches.

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdos Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Jeudi 27 septembre : Journée de mobilisation de la section de Nantes contre le traité d'austérité.

Dimanche 30 septembre : Manifestation contre le traité d'Austérité à Paris.

Mardi 2 octobre : Rencontre-débat de l'Huma café sur le thème du défi alimentaire avec Gérard LE PUIILL, journaliste, spécialiste des problèmes agricoles :

DEMAIN, NOUS AURONS FAIM, SI ... à 18H00 Espace Jacques DEMY à la médiathèque de Nantes.

Samedi 6 octobre : Assemblée générale de la section Loire et Sèvre à 9H00, maison des associations de La Chapelle Basse Mer.

Mardi 9 octobre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.